

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 30 août 2016.

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

Monsieur le président du Conseil constitutionnel,

Monsieur le ministre des Affaires étrangères qui êtes à l'initiative de cette conférence des ambassadeurs qui est devenue une tradition de l'été, ou plutôt de la fin de l'été, comme une rentrée,

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

La France est un pays qui par sa place, sa diplomatie, sa défense, sa culture, les valeurs que nous portons a une responsabilité particulière dans le règlement des grandes questions de la planète et c'est encore plus nécessaire et plus vrai en cet été 2016 où le monde est confronté à de lourdes menaces.

La première est celle du terrorisme. Il a frappé la France ces derniers mois, mais aussi nos voisins européens et tant d'autres pays dans le monde, sur tous les continents.

La France mène ce combat à l'intérieur comme à l'extérieur, sur notre territoire et sur les théâtres d'opérations. Ce fut le sens -la lutte contre le terrorisme- de l'intervention de la France au Mali en 2013 et c'est encore le fondement de notre présence au Sahel à travers l'opération Barkhane.

C'est aussi la lutte contre le terrorisme qui a justifié en novembre 2014 la mission que j'ai confiée à nos forces dans le cadre de la coalition contre Daesh en Irak et en Syrie. En juillet dernier, j'ai d'ailleurs amplifié encore notre soutien aux forces irakiennes dans la perspective de la reprise de Mossoul.

Cette action menée de façon continue depuis 2012 porte ses fruits, l'Etat islamique est affaibli au Levant, il recule même s'il occupe encore des territoires et même s'il se livre encore à des massacres effroyables. Mais le plus grave est que Daesh se démultiplie ailleurs, en Libye, au Yémen, en Egypte, en Somalie, au Nigéria, avec Boko HARAM et même en Asie encore récemment au Bangladesh. Et je pourrais continuer la liste.

Le monde entier est donc concerné et le sera durablement. Notre devoir, c'est non seulement d'agir mais de nous préparer à cette guerre qui sera longue et de travailler avec l'ensemble de nos partenaires pour conjurer ce fléau.

La France a trouvé avec l'Europe une solidarité après les attentats de novembre 2015, je n'oublie pas que nos partenaires européens nous ont fourni des renforts qui nous ont permis de redéployer nos soldats là où nous en avons le plus besoin.

Depuis, nous continuons à agir avec nos partenaires européens pour coordonner nos services, coordonner nos fichiers et contrôler les déplacements des djihadistes. Parallèlement, nous avons intensifié notre coopération avec les Etats-Unis et les pays de l'Alliance Atlantique, et nous échangeons régulièrement avec la Russie et d'autres acteurs.

Mais si nous voulons porter un regard lucide, il n'y aura de lutte victorieuse contre le terrorisme que si les crises qui lui fournissent un terrain trouvent leur dénouement. Tel n'est pas le cas

que si les crises qui lui fournissent un terrain trouvent leur renouvellement. Tel n'est pas le cas aujourd'hui.

La Syrie vit depuis 5 ans une tragédie épouvantable avec plus de 300 000 morts, 5 millions de réfugiés, 9 millions de déplacés. Alep, la deuxième ville de Syrie qui fut longtemps un symbole de culture et de liberté, est au moment où je parle assiégée, pilonnée, affamée, une catastrophe humanitaire de grande échelle est en cours. Il est donc plus que temps de faire cesser ce carnage et la France appelle ici immédiatement à la trêve. De même, il est établi, selon un rapport de l'ONU, que des armes chimiques ont été utilisées par le régime de Damas contre sa propre population, après 2013, alors même qu'en 2013 il y a déjà eu violation et utilisation des armes chimiques.

Il se trouve, mais cela n'excuse rien que Daesh peut également utiliser des armes chimiques, mais la preuve est administrée, le régime utilise des armes interdites pour bombarder sa propre population. Ces crimes ne peuvent pas rester impunis, et la France travaille à l'adoption d'une résolution du conseil de sécurité. Jean-Marc AYRAULT en a pris l'initiative pour condamner ces actes abominables, prévoir des sanctions contre les auteurs.

Et là-encore personne, je dis bien personne, aucun membre du conseil de sécurité, aucun membre permanent du conseil de sécurité n'a intérêt à ce que l'emploi des armes chimiques se banalise. J'appelle donc à ce que chacun prenne ses responsabilités.

Dès 2012, la France avait compris que le conflit syrien aurait de graves conséquences pour la Région, pour l'Europe et pour notre propre sécurité. Aujourd'hui la présence de plus en plus massive de forces étrangères à la Syrie démontre l'internationalisation du conflit. Depuis près d'un an, la Russie apporte son concours au régime de Bachar El Assad, qui utilise ce soutien pour bombarder des rebelles mais aussi des populations civiles, ce qui fait le jeu des extrémistes de tout bord.

Aujourd'hui, c'est la Turquie qui a décidé de déployer une partie de son armée sur le territoire syrien pour se défendre contre Daesh, ce qui peut parfaitement se comprendre après les attaques que ce pays a subi, pour contrôler sa frontière, mais aussi pour mener des actions contre les Kurdes, qui eux-mêmes, affrontent l'Etat islamique avec le soutien de la coalition.

Ces interventions multiples, contradictoires, portent des risques d'embrasement général. Aussi l'urgence absolue, c'est l'arrêt des combats et le retour à la négociation. Ce chemin vers la paix existe, c'est celui que défend la France depuis la réunion de Genève de juin 2012 et qui a été confirmée d'ailleurs par une résolution 2254 du Conseil de Sécurité en décembre dernier. Il implique la mise en place d'une autorité de transition et la négociation entre le régime et l'opposition. Cette approche n'a pourtant jamais véritablement et sérieusement été mise en uvre. Le régime et ses soutiens croient toujours à une solution militaire alors que l'issue est politique. Et c'est une nouvelle fois ce que je dirais au Président POUTINE en marge du G20 et, si rien n'est arrivé d'ici là, à Paris lorsque je le recevrai en octobre prochain.

J'avais adressé le même message au Président ROHANI à Paris en janvier dernier, lorsqu'il est venu en visite, c'était la première fois depuis 17 ans que le Président iranien venait à Paris, c'était quelques mois après l'accord nucléaire avec l'Iran qui a été un succès pour la diplomatie, même si nous devons être extrêmement vigilants sur sa mise en uvre.

La France souhaite que l'Iran, ce grand pays, réintègre pleinement la communauté internationale. Mais si l'Iran veut y parvenir, il doit contribuer à l'apaisement de la situation dans la Région. La France est prête à faciliter ce processus avec les pays du Golfe, chacun connaît les relations de confiance que nous avons su tisser avec ces pays.

Nous avons là une situation où notre médiation, notre intervention politique peut être utile. Nous avons le lien avec les uns et avec les autres : c'est le Yémen qui est dans un véritable chaos et nous devons convaincre les parties en présence de reprendre au plus vite les pourparlers.

C'est le même sens des réalités qui m'a conduit à établir avec le Président SISSI, une coopération en matière de défense et de développements économiques. L'Egypte est un acteur essentiel pour la stabilité de la Région directement confronté au terrorisme, notamment dans le Sinaï mais aussi indirectement touché du fait de sa longue frontière commune avec la Libye. Or en Libye, les institutions se sont effondrées, les divisions se sont creusées, les milices armées ont

prospéré et Daesh a fini par s'installer, notamment à Syrte.

Il est en train d'en être chassé, mais la solution c'est le rassemblement des Libyens autour d'un gouvernement d'Union Nationale. C'est dans cet esprit que j'ai invité le Premier ministre SARAJ à venir à Paris dans les prochains jours. Au-delà de la Libye, nous sommes bien sûr en soutien de la Tunisie, pays ami, pays qui a encore été frappé par le terrorisme et nous devons faire en sorte que tous les concours qui ont été promis à ce pays qui vient de former un nouveau gouvernement, puissent lui être apportés.

Au-delà de la Libye et plus largement du Maghreb, l'Afrique est gravement touchée par l'insécurité qui nuit à son développement économique. Nous le voyons notamment au Nigeria, grand pays, 20ème économie du monde qui souffre du terrorisme. Et c'est pourquoi avec les pays riverains du lac Tchad, nous faisons en sorte de réduire l'influence de cette secte et de faire en sorte que ce qui avait été élaboré notamment à Paris, puis ensuite au Nigeria, cette force multinationale puisse être véritablement mise en œuvre contre ce système terroriste.

Mais la sécurité c'est aussi le développement, la France y apporte son concours et mobilise ses partenaires européens, ce fut le cas notamment à La Valette, l'année dernière, avec la création d'un fonds d'urgence. Mais s'agissant de la France, qui doit dans ce domaine montrer l'exemple, d'ici 2018 c'est 20 milliards d'euros sur 5 ans qui auront été investis en Afrique, au bénéfice des pays les plus pauvres.

Voilà ce que nous avons à faire. Notre première mission : lutter contre le terrorisme, contre les causes du terrorisme, contre les conséquences du terrorisme et notamment avec les réfugiés, agir pour régler les sources de ces conflits et donc prendre chaque fois notre place pour contribuer à la paix.

Au Proche-Orient, je constate à regret que les conditions ne sont toujours pas réunies pour une négociation directe entre Palestiniens et Israéliens. Or rien ne serait pire que le statu quo. La France a donc pris l'initiative de réunir à Paris, une conférence, c'était au début du mois de juin sous la présidence de Jean-Marc AYRAULT. Une méthode a été arrêtée. La priorité, c'est que le travail débouche sur des mesures concrètes qui pourront être proposées à la fin de l'année aux parties prenantes pour qu'ensuite elles et elles seules fassent le travail qui est attendu, c'est-à-dire la négociation et la solution dont on connaît les paramètres, deux Etats qui peuvent vivre en paix et en sécurité.

Mais la paix se joue aussi aux frontières de l'Europe. Nous avons perdu la conscience que le pire pouvait être possible y compris au plus près de ce que nous pensons être notre vie en commun dans l'Union européenne. Il y a 2 ans, les frontières ont été violées par une action de force, c'est un précédent extrêmement grave qui s'est produit. Là-encore, nous avons pris l'initiative, avec la chancelière Angela MERKEL, nous nous sommes investis pour tenter le règlement de la crise ukrainienne.

Je rappelle qu'elle a provoqué la mort de plus de 5 000 personnes et encore aujourd'hui, il y a des incidents qui touchent les populations civiles et les soldats. Les accords de Minsk sont sortis de ce processus que l'on a appelés le format Normandie, et ont constitué une étape majeure. Mais ces accords de Minsk tardent à être mis en œuvre et cet été la situation s'est brutalement aggravée, les risques d'une escalade sont élevés.

Nous avons donc, toujours avec la chancelière Angela MERKEL, veillé à prendre des contacts tout au long du mois d'août avec le Président ukrainien POROCHENKO et le Président POUTINE pour favoriser la reprise du dialogue. Nous nous fixons deux objectifs pour la fin de l'année : le premier, la sécurité, avec la démilitarisation progressive et l'établissement d'un véritable cessez-le-feu contrôlé et vérifié par l'OSCE. Le second objectif, c'est la tenue des élections à l'Est, dans le respect de la loi ukrainienne et des normes internationales. L'un ne va pas sans l'autre.

Les effets de la crise ukrainienne se font sentir sur les relations entre la Russie et les Etats membres de l'Europe, cette situation est à mes yeux éminemment dommageable, car elle est, d'abord d'un coût élevé pour les uns comme pour les autres, pour tous les acteurs, entrave de nombreux projets économiques en raison des sanctions, et donc nous avons tous intérêt à sortir le plus rapidement possible et le mieux possible de cette situation.

Il en va aussi de la relation qu'a la France avec la Russie, qui est une relation historique, forte, mais exigeante et qui l'a toujours été. Et même s'il y a l'Histoire qui nous unit, et même si la géographie pourrait sembler nous éloigner, il y a tant d'éléments qui justifient que nous puissions avec la Russie avoir un haut niveau de coopération. Alors, la France fait ce qu'elle doit pour favoriser le règlement d'un certain nombre de conflits, mais la Russie doit également prendre sa part. Je pense bien sûr à la crise ukrainienne que je viens de décrire, mais je pense aussi à ce qui se passe en Syrie où il est indispensable que la Russie puisse être un acteur de la négociation, et pas un protagoniste de l'action.

La France entend par sa diplomatie se situer au cur du monde, du monde émergent comme du monde développé, comme du monde qui cherche à accéder aussi à la richesse, au moins à son partage. Avec la Chine, nous avons renforcé le partenariat stratégique global, notamment dans les domaines du nucléaire civil, mais aussi des infrastructures, du développement urbain et de la croissance verte. Je rappelle que la Chine et la France ont travaillé ensemble pour obtenir des avancées déterminantes sur le climat. La déclaration bilatérale que nous avons élaborée, le Président Xi JINPING et moi-même à la veille de la COP21, a permis de tracer les grandes lignes de ce qui allait devenir l'accord de Paris. Le lien entre la Chine et la France est donc fort, notamment sur cette question et j'aurai l'occasion encore de le vérifier lors de la réunion du G20 en Chine.

L'Inde a également accueilli la France comme invitée d'honneur lors de sa fête nationale. C'était un privilège qui témoigne de l'ampleur de notre coopération dans tous les domaines : la défense - chacun a à l'esprit un certain nombre de commandes - mais aussi en matière de nouvelles technologies. Avec le Premier ministre MODI, nous avons lancé en janvier à Delhi l'Alliance solaire internationale. Ségolène ROYAL fait en sorte que cette alliance puisse être la plus forte possible avec des technologies que nos amis Indiens sont en train d'élaborer.

Avec le Japon, nous partageons des valeurs communes et une même priorité donnée je l'indique avant la réunion du G20 à la croissance et à l'innovation, mais aussi avec une même volonté de pouvoir porter des projets de développement vis-à-vis de l'Afrique. C'est ce que vient de faire le Japon et c'est une étape importante que le pays vient de franchir. Nous avons également des échanges culturels de très grande qualité. En 2018, pour les 150 ans de l'ère Meiji nous aurons un certain nombre d'initiatives à partager.

Je me rendrai dans quelques jours au Vietnam, ce sera la première visite d'un Président de la République française depuis 2004. L'objectif est la coopération économique avec l'Asie du Sud-Est dont la croissance est exceptionnelle, mais aussi la culture et la francophonie. Le Vietnam est un pays francophone. Là encore, il y a une histoire tumultueuse qui nous relie à lui mais qui fait que nous sommes aussi conscients de ce qui peut être un facteur commun, y compris avec des compatriotes d'origine vietnamienne, très intéressés par ce qui peut se produire aujourd'hui en Asie du sud-est.

Si je regarde un peu plus loin, vers l'Océanie et le Pacifique, avec l'Australie (et je n'oublie pas la Nouvelle-Zélande), notre relation a aussi pris cette année une ampleur nouvelle avec le choix du gouvernement australien de confier à DCNS la construction de douze futurs sous-marins. C'est un contrat qui va unir nos deux pays pour des décennies, ce qui, là encore, permet de comprendre ce qui est à l'œuvre dans cette partie du monde où la France est regardée, y compris par sa présence dans l'Océan Pacifique et également pour son rayonnement et sa contribution à la sécurité.

Dans un autre continent, l'Amérique Latine, la France également est très attendue. Je l'ai constaté lors de la tournée que j'ai effectuée cette année au Pérou, en Argentine, en Uruguay. Des tournants majeurs sont en train de se produire en Amérique Latine. D'abord, à Cuba, qui entrevoit la fin de l'embargo américain qui pèse depuis trop longtemps sur l'île. Je rappelle que j'ai été le premier chef d'Etat occidental à me rendre à Cuba puis à recevoir Raul CASTRO à Paris, lequel a été particulièrement utile pour favoriser l'accord historique conclu entre le gouvernement colombien et les FARC, mettant un terme à un conflit vieux de cinquante ans, qui a fait plus de 250 000 victimes.

Souvenons nous de ce qui était produit en termes d'images, je pense à Ingrid BETANCOURT

souvenons-nous de ce qui s'était produit en termes d'otages, je pense à Ingrid BELANCOURT. J'ai félicité le Président SANTOS pour ce succès. La Colombie a fait un choix courageux, qui sera je l'espère ratifié par son peuple. La France est aux côtés de la Colombie pour mettre en œuvre cet accord.

L'Amérique Latine connaît néanmoins des situations préoccupantes. Au Brésil, malgré la réussite des Jeux olympiques, la crise politique est venue s'ajouter aux difficultés économiques. La France fait confiance aux institutions et au peuple brésilien pour surmonter ces épreuves qui ne pourront être réglées durablement que dans le respect du Droit.

J'ai également le souci de ce qui se passe au Venezuela, il y a de fortes tensions qui peuvent, là encore, dégénérer. Nous appelons à la reprise du dialogue entre le gouvernement et l'opposition pour éviter des affrontements qui seraient tragiques pour ce pays et pour la Région.

Le rôle de la France - au-delà de ce qu'elle peut faire dans l'ensemble des continents du monde, des relations qu'elle peut établir avec les pays avec lesquels elle a décidé ou depuis longtemps, ou plus récemment, de coopérer ou d'intensifier sa relation - est de contribuer à réguler la planète. Le G20 se tient d'ici quelques jours en Chine. Notre objectif est de définir des règles du jeu au plan international : règles de transparence, de coopération, de développement, de croissance. Notre objectif est de mettre en cause aussi un certain nombre de pratiques, notamment fiscales ou sociales qui altèrent les conditions de l'échange.

Je vais être clair : la France refuse une mondialisation sans règles où des modèles sociaux sont mis en compétition et nivelés par le bas, où les inégalités s'accroissent. Mais je suis tout aussi clair : la France est pour l'ouverture des échanges, mais sur la base de la réciprocité, de la transparence, du respect des biens publics, l'environnement, la culture. Et c'est pourquoi, sur ces bases-là, la France a pu approuver l'accord entre l'Europe et le Canada.

En revanche, les discussions, en ce moment même, sur le traité entre l'Europe et les Etats-Unis - TAFTA pour les uns, TTIP pour les autres, Traité transatlantique - ces discussions ne pourront pas aboutir à un accord d'ici la fin de l'année. La négociation s'est enlisée, les positions n'ont pas été respectées, le déséquilibre est évident. Alors le mieux est que nous en fassions lucidement le constat et plutôt que de prolonger une discussion qui, sur ces bases ne peut pas aboutir. Mieux vaut faire en sorte que nous puissions avertir les uns et les autres que la France ne pourra pas approuver un accord qui aura été ainsi préparé, sans les bases indispensables pour une conclusion positive. La France préfère regarder les choses en face et ne pas cultiver une illusion qui serait celle de conclure un accord avant la fin du mandat du Président des Etats-Unis.

Pourtant il y a des possibilités que la communauté internationale puisse se retrouver sur des enjeux essentiels. Nous avons été capables, notamment à Paris - c'était au mois de décembre, Laurent FABIUS présidait la COP - d'avoir un accord sur le climat. Il est très important de passer des promesses aux actes. La présidente de la COP, Ségolène ROYAL, agit dans ce sens. Nous avons un rendez-vous en novembre à Marrakech et je m'y rendrai pour faire un point d'avancement de toutes les initiatives qui ont été annoncées à Paris.

Mais la première urgence, c'est l'entrée en vigueur de l'accord avant la fin de l'année et c'est loin d'être acquis. C'est pour cela que je vous demande, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, de redoubler d'efforts pour inciter vos pays de résidence à ratifier l'accord avant la réunion de Marrakech. La France a fait son travail. Le Parlement -le Premier ministre s'y était engagé avec la ministre de l'Environnement- a adopté ce texte le 9 mars dernier. J'en remercie ici aussi bien l'Assemblée nationale que le Sénat. Les instruments de ratification sont prêts à être déposés. Le Parlement européen se saisira de cette question en octobre. Alors tous les pays européens, je dis bien tous les pays européens, doivent ratifier cet accord avant la fin de l'année.

Je souhaite également qu'au G20, les Etats-Unis et la Chine confirment leur volonté de ratifier. Mais pour que nous puissions mobiliser toutes les bonnes volontés, une réunion sera organisée le 21 septembre à l'Assemblée générale des Nations Unies pour accélérer le processus.

La deuxième urgence, c'est le rehaussement du niveau d'ambition de décarbonation des économies. La France, là-aussi, a montré l'exemple avec la loi relative à la transition énergétique. Mais nous devons aussi sur le prix du carbone être en avance et c'est ce que nous allons faire dès cette loi de Finances. Nous allons également proposer à nos partenaires européens un

corridor qui permette d'assurer la décarbonation des économies.

La troisième urgence, c'est l'accès de l'Afrique aux énergies renouvelables, l'accès de tous les habitants d'Afrique à l'électricité. C'est un élément fondamental de la justice climatique.

Dix milliards de dollars ont été mis sur la table, deux ont été apportés par la France que nous devons mettre en œuvre. Ségolène ROYAL s'est rendue dans une vingtaine de pays africains et à la Banque Africaine de Développement pour recueillir la liste des projets attendus, éolien, solaire, hydroélectricité, géothermie, etc. Le rapport sera remis, comme prévu, au Secrétaire général des Nations Unies le 20 septembre et je participerai à une réunion des pays africains à cette occasion-là. Nous avons un devoir moral à l'égard de l'Afrique. Des promesses ont été faites, des financements ont été rassemblés, l'urgence est là et la France fera en sorte que nous puissions être à la hauteur des engagements qui ont été pris.

Nous avons été capables, je l'ai dit, de réussir un événement diplomatique considérable avec l'Accord de Paris, mais il n'a jamais été regardé comme une conclusion, comme un aboutissement mais comme le début d'un processus. Pour ceux qui doutaient de l'urgence, cette année a été la plus chaude jamais enregistrée depuis l'élaboration des statistiques climatiques et avec son cortège de catastrophes.

Le combat pour la planète, c'est aussi celui du développement, nous devons honorer -je l'ai dit- la promesse de 100 milliards de dollars par an, à partir de 2020, pour lutter contre le réchauffement climatique. Là aussi, la France doit être exemplaire. Nous avons donc rehaussé notre contribution financière, le budget de l'aide publique au développement a augmenté en 2016, 106 millions d'euros et en 2017 - les arbitrages ont été faits par le Premier ministre et par moi-même - nous aurons une nouvelle hausse de l'aide publique au développement pour être à la hauteur de nos engagements.

Aujourd'hui, la moitié de la taxe sur les transactions financières est notamment affectée à la lutte contre le réchauffement, nous irons au-delà l'année prochaine pour qu'une part encore plus substantielle de la taxe puisse être affectée à ces objectifs. Nous avons d'autres décisions qui vont bientôt aussi être connues. D'abord, la fin du processus de rapprochement entre la Caisse des Dépôts et l'Agence Française de Développement, dont nous allons célébrer le 70ème anniversaire.

Je rappelle que c'est le Général de GAULLE qui avait eu cette intuition, y compris pendant les heures les plus sombres, pour que nous puissions dire aux pays qui s'engageaient à nos côtés et qui n'étaient pas tous, à ce moment, indépendants, que nous serions là à travers cette Agence. Les fonds propres de l'Agence vont être augmentés d'ici la fin de l'année et sa capacité d'intervention passera de 8 milliards à 12 milliards. Au mois de novembre le Premier ministre, Manuel VALLS, convoquera un comité interministériel pour la coopération internationale et le développement et, à cette occasion, la France se dotera de nouveaux moyens d'action pour les pays les plus vulnérables.

Par ailleurs j'ai décidé de maintenir, malgré toutes les contraintes qui sont les nôtres, la contribution de 360 millions d'euros par an au fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, pour la période 2017-2019. C'est très important que la France soit là encore conforme aux paroles qu'elle a pu prononcer. C'était déjà Jacques CHIRAC qui avait voulu que nous puissions avoir cette volonté avec UNITAID -je salue ici Philippe DOUSTE-BLAZY- parce que c'était ce que la France voulait montrer, qu'elle était capable. Ensuite nous avons pu maintenir à haut niveau cette contribution pour le Fonds sida.

Le rayonnement de la France est également sa capacité à promouvoir la culture. En ces temps où l'obscurantisme menace, où nous devons défendre la diversité, le dialogue des civilisations, c'est finalement notre premier devoir. La victoire sur la barbarie ne sera pas seulement militaire ou politique, elle sera aussi morale, spirituelle, culturelle.

A l'initiative de la France et des Emirats Arabes Unis, une grande conférence ministérielle pour la protection du patrimoine de l'Humanité - celui qui est en danger - se tiendra à Abu-Dhabi au mois de décembre prochain. Jack LANG est chargé de son organisation. Notre objectif est que la communauté internationale, les grands musées du monde, les mécènes de tous horizons,

prennent des engagements concrets : lutter contre le trafic des biens culturels, mais aussi créer les conditions d'un asile pour les uvres qui sont menacées et réhabiliter les sites détruits.

Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Soixante-dix pays sont représentés, la société civile y est largement associée et là l'objectif est de promouvoir la participation citoyenne et la démocratie.

Ce qui est, dans toutes ces initiatives, en cause -je le disais- c'est le rayonnement de la France, c'est la volonté qui nous anime pour porter la grande idée de la francophonie. La francophonie, c'est bien plus que la défense d'une langue qui n'est pas seulement la nôtre et qui est celle parlée par de plus en plus de locuteurs dans le monde. Il s'agit également d'une vision, d'une conception même de la planète, de son organisation, de ses valeurs. C'est un message que nous adressons au nom de la liberté et des droits. C'est pour cela que le Sommet de la francophonie au mois de novembre prochain à Madagascar sera l'occasion de prendre de nouvelles initiatives. Mais il n'y a pas de francophonie si les Français eux-mêmes n'y contribuent pas. Ce ne sont pas forcément les plus vaillants à le faire, mais ils doivent prendre conscience que la diversité linguistique est un atout, pas simplement pour notre pays mais pour le développement de beaucoup de continents. A cet égard, je veux saluer tout ce qui est fait par nos personnels d'enseignement dans les lycées et les établissements scolaires à l'étranger. Je veux également souligner combien nos représentants des Français de l'étranger, les Français de l'étranger dans leur ensemble, contribuent également au rayonnement de la France, à la francophonie, à la culture et à l'économie.

Combien de fois suis-je allé, dans les pays que je visite, rencontrer les Français de l'étranger, avec une diversité là aussi très grande, de doubles nationaux, là depuis toujours et qui aiment la France sans avoir à craindre de perdre pour autant le lien qui les unit avec leur pays d'origine. Mais aussi, des acteurs économiques qui se dévouent pour la promotion de nos exportations et des jeunes, beaucoup de jeunes, qui s'engagent, soit pour des actions de volontariat, soit pour aller vers les entreprises ou vers la culture ou l'action humanitaire. Je veux saluer cette mobilisation de la France, de toute la France, pour les valeurs que nous portons.

Le grand sujet qui va nous mobiliser encore pendant ces prochains mois, peut-être même ces prochaines années, c'est l'avenir du continent européen. Ce qui s'est produit avec le Brexit, ce n'est pas une crise de plus, c'est la crise-même de l'Union européenne. La campagne du référendum britannique a montré où pouvait conduire la tentation souverainiste et a illustré les arguments que les populistes utilisent partout -pas simplement au Royaume-Uni, pas seulement en Europe, même aux Etats-Unis- pour prôner le repli et pour utiliser les peurs. Ce processus-là mine la construction européenne et conduit inexorablement à la dislocation et au retour aux frontières nationales si nous n'y mettons pas un coup d'arrêt.

Il faut prendre conscience de ce qui est en cause. Nous avons toujours l'habitude de penser que ce que nous avons connu pourra toujours demeurer : la démocratie, l'Europe, les valeurs, la laïcité. Nous avons toujours imaginé que ce qui a été sera, mais non, c'est un combat, c'est une lutte et cela suppose d'en avoir l'exacte conscience pour se mobiliser en conséquence.

Nous avons eu une autre illustration de ce que pouvait, hélas, ne pas faire l'Europe, ou faire de manière désordonnée : l'afflux de réfugiés en 2015 qui a révélé des fractures profondes au sein de notre continent. Il a conduit certains pays à se refermer, d'autres à s'ouvrir, pour ensuite constater -et c'était la position de la France, elle méritait d'être entendue dès le départ- qu'il fallait tout simplement, mais c'était déjà un choix courageux, protéger nos frontières extérieures, assurer le respect de l'espace Schengen, pour accueillir ceux qui devaient l'être et raccompagner ceux qui n'avaient pas de droit à pouvoir prétendre vivre en Europe et le faire dignement, de le faire solidairement et de le faire efficacement.

Alors, rien ne sera possible en Europe si la confiance n'est pas retrouvée. Confiance des peuples - beaucoup ne comprennent plus le sens du projet européen- confiance entre les Etats qui voient l'Union soit comme un excès de discipline, soit comme un excès de solidarité. Confiance envers les institutions européennes, dont les procédures - mais cela ne vaut pas que pour l'institution européenne - ne sont plus adaptées à l'urgence de la période. Une nouvelle impulsion est donc

nécessaire.

Arrive le Sommet de Bratislava, le 16 septembre. C'est l'occasion d'en poser les bases politiques, avec une feuille de route pour les prochains mois. Il y a, à mes yeux, deux enjeux essentiels pour l'avenir de l'Europe : la protection des citoyens et la préparation de l'avenir. C'est ce qui peut permettre de retrouver une confiance et un sens. Ce n'est pas une négociation institutionnelle dont nous n'aurons pas besoin, c'est de changements profonds et concrets.

Je soumetts donc cinq propositions pour le Sommet de Bratislava.

La première est un plan pour la protection des frontières extérieures de l'Europe. C'est une nécessité absolue pour la sécurité, c'est ainsi que nous pourrions maîtriser l'immigration et accueillir dignement ceux qui relèvent du droit d'asile. Cela passe par un contrôle systématique de chaque entrée et de chaque sortie et par le déploiement de nouveaux gardes-frontières européens et la France a pris, là encore, sa part de responsabilité.

La deuxième proposition concerne la défense européenne. C'est un sujet qui est vieux comme l'Europe, mais il se fait que, par l'Histoire, nous n'avons pas commencé par la défense, mais par l'économie et ensuite par la monnaie. Il est sans doute maintenant temps d'inverser le processus, non pas de remettre en cause ce que nous avons fait, mais de se dire que ce qui fait une solidarité c'est d'abord de nous préserver dans ce que nous avons d'essentiel et de pouvoir agir, comme la France le fait à sa place, pour maîtriser le destin du monde et le nôtre. Alors l'Europe doit se doter de toutes les capacités militaires, des ressources industrielles nécessaires, pour construire son autonomie stratégique et je propose qu'un fonds européen de sécurité et de défense puisse être constitué. Puis, à terme, les Etats qui veulent souscrire à des objectifs plus ambitieux pourront constituer une coopération structurée permanente, elle est prévue par les traités.

La troisième proposition, c'est l'investissement pour l'avenir. Il y a eu le plan Juncker et je veux saluer ce qu'a été l'initiative du Président de la Commission européenne. Je propose aujourd'hui de doubler le plan Juncker en le prolongeant, pour la recherche, pour la formation, pour les infrastructures numériques et énergétiques.

Dans la zone euro, nous avons besoin d'une harmonisation fiscale et sociale. Il n'est pas possible d'avoir la même monnaie, d'avoir les mêmes disciplines s'il y a des distorsions qui demeurent et qui empêchent la construction d'un véritable espace commun.

J'ai fait la proposition, elle n'est pas nouvelle, d'une capacité financière supplémentaire pour la zone euro. La zone euro a des projets qui lui appartiennent et qu'elle doit absolument financer par ses moyens propres.

La quatrième proposition est d'agir pour que nous puissions lutter ensemble contre le dumping social et fiscal et pouvoir aller plus loin pour faire payer l'impôt aux grandes multinationales du numérique qui viennent ici nourrir de la valeur, parfois la capter, sans jamais restituer le bénéfice que ces grandes sociétés constituent dans les pays où justement cette richesse a été créée.

Enfin, la dernière proposition, c'est que l'Europe doit donner un espoir à la jeunesse. Si la nouvelle génération ne croit plus en elle, il n'y aura plus d'Europe. Alors il y a des éléments qui permettent à cette jeunesse de penser que la mobilité, la libre circulation est un atout, mais pour qui et pour combien ?

Il y a Erasmus qui était déjà élargi aux apprentis. C'est bien mais nous devons aller beaucoup plus loin. Tout jeune devrait pouvoir accéder à un programme européen, réaliser une mobilité pour une formation, pour un emploi, pour un engagement civique, pour découvrir le patrimoine en Europe, pour l'engagement climatique.

La jeunesse européenne a besoin d'espérance et surtout quand des avancées qui avaient été celles de l'histoire, sont remises en cause.

Justement, la décision du peuple britannique de sortir de l'Union européenne n'est pas une décision conjoncturelle, elle n'est pas une décision de circonstance et nous ne devons pas forcer le choix qu'ont fait les Britanniques, nous devons simplement le respecter. Cette décision est irréversible et nous devons en tirer les conséquences.

Le Royaume-Uni ne pourra plus, une fois sorti, participer aux décisions européennes. Qui pourrait le comprendre ? Le Royaume-Uni ne pourra pas non plus accéder au marché intérieur, sauf s'il

en accepte les quatre libertés, c'est-à-dire notamment la liberté de circulation, s'il accepte l'ensemble de la régulation, et même la contribution budgétaire.

Je sais bien que ce sont des décisions difficiles à prendre pour le Gouvernement de Theresa MAY. Elle demande du temps, un délai pour préparer la négociation, sans doute, mais le délai d'évocation de l'article 50 ne pourra pas être prolongé au risque de provoquer incertitude et instabilité. Ce qui ne serait ni bon pour le Royaume-Uni, ni acceptable pour l'Europe.

Pour la France tout doit être conclu d'ici 2019. C'est le temps que nous devons laisser pour la préparation et surtout pour la négociation.

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs, c'est en restant fidèle au message que la France porte un message de respect, un message d'ouverture, un message de solidarité, un message de démocratie et de liberté et que la France pourra continuer à être écoutée, respectée et attendue. A l'heure où l'extrémisme prospère sur les peurs, y compris chez nos plus grands partenaires, à l'heure où d'autres voudraient nous faire douter de notre destin collectif, je préfère dire cette évidence que je constate depuis que je suis aux responsabilités de la France. Le monde sait - peut-être plus que les Français eux-mêmes- ce que représente la France. Pas simplement parce qu'elle est la patrie des droits de l'Homme, pas seulement parce qu'elle a toujours été aux côtés des pays qui luttent pour leur liberté, mais parce qu'elle est capable de parler à tous, de prendre des initiatives. Car elle ne conçoit pas son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité pour empêcher, pour arrêter -même si cela peut être parfois nécessaire- mais tout simplement pour agir, pour trouver des solutions politiques aux crises.

Alors, céder sur nos valeurs serait non seulement une régression pour notre Etat de droit, mais aussi un risque pour notre cohésion nationale, même si nous connaissons l'ampleur de la menace. Ce serait surtout un discrédit pour notre influence internationale.

La France est forte quand elle est elle-même, pas quand elle se défigure. Alors face à l'intolérance, à la haine, à l'obscurantisme, la France n'a à renoncer à rien de ce qu'elle est. Elle a les moyens d'agir, à l'intérieur par la force du droit, à l'extérieur par notre diplomatie et la force de nos armées mais elle a également les moyens d'agir par l'économie.

Je veux saluer toutes les entreprises qui se mobilisent pour nos exportations, je veux saluer aussi tous ces chercheurs, ces innovateurs qui nous permettent de faire valoir la technologie française dans le monde. Je veux également souligner le rôle des artistes, des créateurs qui permettent justement que la France soit toujours attendue, admirée. Je veux également souligner cette capacité d'accueil qui est la nôtre.

Une France qui se fermerait £ une France qui dirait que les étudiants étrangers n'ont plus à venir travailler ici travailler £ une France qui serait en doute par rapport à ce qu'elle peut faire dans la mondialisation et qui n'aurait de cesse que de regarder comment elle peut se fermer ou s'enfermer £ cette France-là ne serait pas conforme à notre Histoire et n'aurait pas d'avenir.

La France a toujours considéré que son rôle était, au-delà de la défense de ses intérêts, d'être utile au monde, à la paix, au développement et à la préservation de la planète. Nous l'avons montré. Ce qui restera dans l'Histoire, avec cet accord sur le climat, ce n'est pas simplement qu'il ait eu lieu au moment même où la France était frappée par le terrorisme et où tous les pays voulaient ici marquer leur solidarité, c'était un geste très important. Cet accord restera parce qu'il va maintenant se traduire partout et qu'il va changer le monde. La France doit toujours avoir cette espérance en son sein de pouvoir changer le monde.

Tel est le fondement de la politique extérieure que je conduis depuis plus de quatre ans. Hier avec Laurent FABIUS, aujourd'hui avec Jean-Marc AYRAULT et le Gouvernement de Manuel VALLS. Une politique extérieure que vous contribuez à mettre en uvre dans tous les pays où vous avez l'honneur de représenter la France.

Vive la France, vive la République.